

Communiqué – Paris, le 3 septembre 2018

Photojournalisme : un état des lieux toujours aussi inquiétant

A l'occasion du Festival Visa pour l'image à Perpignan, les photojournalistes dressent un état des lieux toujours aussi inquiétant.

En 2015, l'enquête « Photojournalisme : une profession sacrifiée » était publiée et mettait en exergue la dégradation alarmante des conditions de travail des photojournalistes. Et depuis ? Aucune véritable politique de redressement de la situation n'a été entreprise et le code de bonne conduite dit Brun Buisson n'a produit aucun résultat.

Au demeurant, un signal positif a été envoyé à la profession par la nomination d'une Déléguée à la photographie au sein du ministère de la Culture en janvier dernier, en la personne de Madame Marion Hislen. L'importance enfin accordée – nous espérons de manière pérenne – à cet art, doit s'accompagner de mesures qui permettent de donner aux photojournalistes des conditions de travail décentes, et qui adaptent les pratiques aux enjeux de la société numérique qui est la nôtre.

Les sociétés d'auteurs signataires demandent que les intérêts de la profession soient pris en compte.

Quant aux conditions de travail :

- le respect des délais de paiement légaux dans la profession ;
- la préservation du statut de salarié du photojournaliste face au statut d'auto-entrepreneur qui est inadapté à la profession et accroît la précarisation des photographes ;
- la révision du Décret qui a instauré un salaire minimum dérisoire à 60€ par pige pour 5 heures de travail sans encadrer l'étendue de la cession.

Quant aux pratiques professionnelles :

- l'engagement de l'action pour endiguer la pratique du fameux « DR » (droits réservés) dans la presse et la publication de l'étude annoncée ;
- le conditionnement des aides à la presse en sorte de s'assurer qu'elles contribuent bien in fine à l'emploi de journalistes ;
- le partage de la valeur pour une profession en souffrance alors que la photographie est omniprésente dans la presse et plus largement sur Internet.

Nous espérons que le dialogue engagé récemment avec Mme Marion Hislen débouchera rapidement sur un ensemble de mesures concrètes attendues depuis des années. Notamment qu'en est-il du Conseil national des professions des arts visuels, censé venir remplacer le projet de Conseil national de la photographie qui n'a pas vu le jour ?

Il est urgent que nos ministères de tutelle soient à la hauteur de la situation et prennent enfin des décisions qui pérennisent le statut du photojournaliste et la protection du droit d'auteur, car si les créateurs ne peuvent plus vivre de leur travail c'est l'information et la culture qui sont en danger.

Contact presse Scam

Astrid Lockhart
01 56 69 64 05 - 06 73 84 98 27
astrid.lockhart@scam.fr
www.scam.fr

Contact presse Saif

Sara Giuliattini
01 44 61 07 82
sgiuliattini@saif.fr
www.saif.fr